

“QUICK REFERENCE” SUPPORTING DOCUMENTS

- **SNC FURNITURE SEIZURE FOR FAILURE TO PAY COURT JUDGEMENT DATED MAY 23RD 1991**
- **DISMISSAL OF SNC’S OPPOSITION TO THE FURNITURE SEIZURE BY MR. JUSTICE MICHAUD ON AUGUST 5TH 1991**
- **SEIZURE OF SNC’S ROYAL BANK ACCOUNT ON AUGUST 7TH 1991.**

WHAT HAPPENED, IN BRIEF

SNC, when contesting the furniture seizure, had alleged that they had to withhold 30% of the Judgement amount, based on false allegations by them that this was to cover an Income Tax liability which I was supposed to pay. In addition, they demanded that I sign a document undertaking to take no further action against the company which was in any way connected with their conduct of my wrongful dismissal case, when they had no legal basis for demanding any such undertaking from me. Maître Paul André Martel and others at the Dunton Rainville law firm were clearly responsible for this un-professional conduct and time-wasting which had no purpose other than to force up my own legal bill in order to bankrupt me.

SNC had their bank account seized on August 7th 1991, 2 days after Mr. Justice Michaud’s Judgement of August 5th already referred to.

This is all perfectly clear from the documents below.

Maître Paul André Martel is still practising at Dunton Rainville now, in November 2016, when he should clearly have been dismissed back in 1991 for bringing the law and the Quebec legal system into disrepute; clearly, others were covering up for him and everybody involved thought this would never be exposed in public partly because of obsession on the part of the mainstream media, then and now, with appearing to be “politically correct”, more particularly in Montreal, Quebec.

Other documentation available attests to the fact that this all coincided with SNC’s takeover of the bankrupt Lavalin Inc. in which they paid a widely reported \$90 million to the consortium of banks which had seized the Lavalin assets. This differs from the figure of \$67 million given by then-President and C.E.O. Guy Saint-Pierre (now O.C.) in the company’s 1991 Annual Report, in his “Report to Shareholders”. The reason for the discrepancy is not clear to me at this time.

Robert T. Chisholm – Associate Member, OSPE, November 4th 2016.



ITEM 1.58

No de dossier 500 -05-005120-835	Cour <input type="checkbox"/> provinciale <input checked="" type="checkbox"/> supérieure	Inscription <input type="checkbox"/> par défaut <input type="checkbox"/> ex parte <input checked="" type="checkbox"/> contestée
Nom du juge Honnorable Juge Moyer Ouy J.S.	Chambre suite	Date Le 23 mai 1991
Salle no 15.05 suite du 15.07		

PARTIE DEMANDERESSE PARTIE REQUÉRANTE PRÉSENT(E) ABSENT(E)

Chisholm Fleet	M ^e	Trille, Adel cal;
	M ^e	me Allen Adel
	M ^e	270 St-Jacques, Ste
	M ^e	mtl.

PARTIE DÉFENDERESSE PARTIE INTIMÉE PRÉSENT(E) ABSENT(E)

Jeuneur Springer & Chevut Inc;	M ^e	Quinton, Rainelle cal;
	M ^e	me Paul André Martin (P)
	M ^e	me Jean Paul Rainelle (P)
	M ^e	801 Place Victoria 4 ^e étage
		mtl.

INTERVENANT(E)

	M ^e	
	M ^e	

TIERS MIS EN CAUSE

	M ^e	
	M ^e	

Nature de la cause *divorcé* \$

Greffier <i>Be</i>	Interprète	Sténographe
--------------------	------------	-------------

ENREGISTREMENT MÉCANOGRAPHIQUE

DÉBUT 16h14	FIN 11h40
Bobine maîtresse	Bobine individuelle

<p>AFFAIRES RÉFÉRÉES AU MAÎTRE DES RÔLES</p> <p><input type="checkbox"/> pour encombrement</p> <p><input type="checkbox"/> suite à une demande des parties</p> <p><input type="checkbox"/> suite à une ordonnance du juge</p> <p><input type="checkbox"/> cause en progrès</p>		<p><input checked="" type="checkbox"/> affaire réglée hors cours</p> <p><input type="checkbox"/> affaire rayée</p> <p><input type="checkbox"/> affaire en délibéré après notes</p> <p><input type="checkbox"/> jugement rendu le _____</p> <p><input type="checkbox"/> autre _____</p>
<p>Temps prévu</p>		

Remarques

Date Le 23 mai 1991	Signature du greffier <i>Bernier A.</i>	Signature du juge (s'il y a lieu)
------------------------	--	-----------------------------------

ENREGISTREMENT

M
Dist. Jr Ms An Bob

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

T
Dist. Jr Ms An Bob. Salle Piste

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

RÉFÉRENCES

The parties have agreed to settle the pending legal proceedings out of Court in consideration of the payment by the defendant to the Plaintiff in the amount of \$10,000 including debt, interest and costs. The present agreement shall be considered to constitute a Transaction within the meaning of art 1918 et seq C.C.

Montreal, May 23, 1999

R. T. Clarke
Plaintiff
R. T. Clarke

Michelle Odell
Attorneys for Plaintiff

Jos. M. Lavoie
Attorneys for Defendant

La Cour donne acte aux parties de leur règlement hors cours par lequel la défendesse s'engage à verser une somme de \$10,000 (en sus des sommes déjà payées et/ou déposées en cour) en règlement final de la présente cause, comprenant capital, intérêts et frais. La Cour déclare exécutoire ledit règlement, le déclare exécutoire et ordonne aux parties de s'y conformer.

P. Meier J.C.S.

ITEM 1.66

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
District MONTREAL

COUR SUPÉRIEURE

N° 500-05-005 120-835

AU NOM DU SOUVERAIN

ROBERT CHISHOLM, Engineer, residing at 3510 Sherbrooke Street East, Apartment 3, in the City and District of Montreal,

Partie demanderesse

c.

SURVEYER, NENNIGER & CHENEVERT INC. (SNC LE GROUPE), a body politic and corporate having its Head Office and principal place of business at Place Félix Martin in the City and District of Montreal,

Partie défenderesse

À tout shérif ou huissier de la Province de Québec, nous vous enjoignons à la réquisition de la partie demanderesse de prélever sur:

les biens meubles de la partie défenderesse

les immeubles de la partie défenderesse indiqués par la partie demanderesse

les biens meubles de _____

vu le jugement rendu le _____ 19____, tiers(ce) saisi(e) _____, tantant comme débiteur(trice) personnel(le), au paiement de la créance de la partie demanderesse en capital, intérêts et frais, sur son défaut de faire sa déclaration dans la présente cause.

les sommes suivantes:

Jugement 10,000.00 \$, montant du jugement rendu le 23 mai 1991, en faveur de la partie demanderesse contre la partie défenderesse avec

Intérêts _____ \$, intérêts au taux de _____ par an à compter du _____ 19____

Frais d'action _____ \$, montant des frais d'action avec

Intérêts sur frais d'action _____ \$, intérêts au taux légal à compter du _____ 19____

Frais accessoires _____ \$, montant des frais accessoires de ce jugement, incluant ceux de la saisie-arrêt pratiquée entre les mains du(de la) tiers(ce) saisi(e) défaillant(e), avec

Intérêts sur frais accessoires _____ \$, intérêts que de droit

Ce bref 100.00 \$, coût du présent bref

TOTAL: \$10,100.00 et vos émoluments; à soustraire cependant le paiement partiel suivant: _____ \$, la partie saisissante étant autorisée à exécuter pour les frais de son procureur en son nom

Plus these Presents.

[Signature]
Procureur

Après la vente, dans les délais prévus par la loi, vous devez nous faire rapport du présent bref, et de toute procédure s'y rattachant.

PIERRE FORTIN

Nous avons signé à MONTREAL

le 27 juin

19 91

*Voir avis au verso

[Signature]
Officier autorisé

Officier autorisé

SNC.
(Le groupe)

P-I

Je soussigné(e), Benoit Dion, huissier de Justice de la Province du Québec au
Jacques, Montréal, certifie sous mon serment d'office qu'en vertu d'un bref de saisie exécution émané de la prése
Cour, le 28 juin 91, à la poursuite de la partie demanderesse, m'ordonnant de prélever sur les biens meubles et eff
mobiliers de la partie defenderesse le montant porté au dit bref. Le saisissant étant autorisé à exécuter pour les fr
de ses procureurs. Je me suis le 5 jour de Juillet 1991, entre 11 & 12 heures, exprès transporté a

~~mon~~ domicile et place d'affaires de la partie defenderesse en la ville de 455 René Lévesque Ouest 21^e et 22^e
accompagné du recors soussigné, ou parlant à une personne raisonnable qui y réside, employée et en charge, à savo
de 10,100 \$ courant porté au bref, plus les intérêts et mes émoluments. Les dites sommes ne m'ayant
été payées, l'avis prévu par la loi ayant été lu à la partie defenderesse, ~~l'avis prévu par la loi~~ étant respect
j'ai saisi comme lui appartenant les meubles meublant et autres objets mobiliers ci-après mentionnés, savoir:

- 21^e Etage: Reception.
- 1 Bureau de Reception en Marbre Noir 8 Traverses
 - 1 Chaise sculptée en Bois Bleu avec Bras.
 - 1 Ensemble de 3 Mx Fibre en Marbre noir #10 et 2 Traverses
 - 1 Vase à fleur Noir & Fleurs Artificiel
 - 1 Biblot Esquimaux & Personnages.
 - 2 Vases de fleur argent & fleurs Vertes
 - 6 Fauteuils Tissu Gris & Bleu.
 - 2 Tables Carré Marbre.
 - 2 Lamps de Table Blanches
 - 1 Toile Lily Richard 1984 Grande
 - 1 Toile Moris I. Grande

Suite P-2

Lesquels biens meubles et effets mobiliers, j'ai placé sous les soins et sauvegarde de la partie defenderesse no
gardien par la loi.

J'ai signifié le présent procès-verbal en laissant un exemplaire au gardien ou dépositaire, à la partie defenderesse
le bref en la présente cause de la meme manière qu'il apparait au rapport de signification sur le bref original.

Fait et exécuté en la ville de Montréal le 5 jour de Juillet 1991 entre 11 & heures, la pa
defenderesse présente a signé, le gardien ou dépositaire, le recors et moi huissier avons signé lec
faite.

-----Partie Defenderesse

-----Gardien

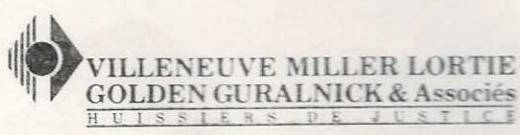
Jacques Lacasse Recors

Benoit Dion
HUISSIER DE JUSTICE

AVIS DE VENTE

AVIS EST PAR LA PRESENTE DONNE A LA PARTIE DEFENDERESSE ET AU GARDIEN, QUE LA VENTE DES BIENS MEUBLES ET EFFETS MOBIL
SAISIS EN CETTE CAUSE AURA LIEU AU DOMICILE OU PLACE D'AFFAIRES DE LA PARTIE DEFENDERESSE OU LIEU D'ENTREPOSAGE
au 455 rue René Lévesque Ouest en la ville de Montréal
le 24 jour de Juillet 1991, à 10 heures

Benoit Dion
HUISSIER DE JUSTICE



MEM 1.69

CANADA COUR SUPÉRIEURE
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL

NO: 500-05-005120-835

Le 5 Août 1991

PRÉSIDENT: L'HONORABLE

PIERRE A. MICHAUD

ROBERT CHISHOLM

Demandeur

- vs -

SURVEYER, NENNIGER & CHENEVERT
INC.

Défenderesse

MOTIFS DU JUGEMENT

rendu oralement le 5 Août 1991

Je suis saisi de deux requêtes: une requête pour faire rejeter comme frivole une opposition à une saisie exécution suite à un jugement rendu par mon collègue, l'honorable Perry Meyer, jugement qui a été rendu le 23 mai 1991. L'opposante soulève l'irrecevabilité de la requête pour rejet de l'opposition au motif qu'elle ne se

JM 0871

No: 500-05-005120-835

2/...

conformerait pas aux exigences des articles 600 et 601 C.p.c. qui prévoient:

Art. 600

Dans les dix jours de la signification de l'opposition, une partie peut en demander le rejet au Tribunal, si elle apparaît manifestement mal fondée ou que l'interrogatoire de l'opposant fasse voir qu'elle est frivole. La permission d'interroger l'opposant est accordée par le juge ou le protonotaire.

Art. 601

L'opposition peut être contestée dans les dix jours de sa signification ou dans les cinq jours qui suivent le jugement rejetant une demande faite en vertu de l'article 600.

Ce qui amène les parties devant le Tribunal, c'est une interprétation différente du dispositif du jugement rendu par le juge Meyer. Il s'agit ici d'une pure question de droit: Est-ce que ce jugement oblige la partie défenderesse à payer le montant auquel elle a été condamnée? La défenderesse opposante prétend la condamnation assujettie à l'article 1015 de la Loi sur l'impôt et partant se croit autorisée de retenir une partie pour le fisc.

La requête pour rejet de l'opposition, réfère à un certain nombre de faits qui appa-

raissent du dossier de la Cour, entre autres, les paragraphes 8 à 11. Il ne s'agit donc pas de faits nouveaux. Ce qu'on a voulu prévoir à 601 C.p.c., c'est lorsqu'il y a un nouveau débat qui va nécessiter une enquête. Le demandeur a présenté une réclamation suite à un congédiement survenu en 1983. Après un long débat, on arrive à un accord hors cour en mai 1991. L'article 600 est là pour disposer des cas qui peuvent être traités rapidement sur une pure question de droit. Ou bien, comme le prétend le demandeur, l'opposition est manifestement mal fondée en droit et je n'ai pas besoin d'enquête, ou bien elle ne l'est pas. Il s'agit d'interpréter le jugement rendu.

La requête en irrecevabilité est mal fondée.

Disposons maintenant de la requête pour rejeter l'opposition. Suite à son congédiement le demandeur a intenté une poursuite. En mai 1991, les parties ont convenu de régler hors cour, mais elles ont aussi convenu d'assujettir le règlement à un jugement de la Cour afin qu'il n'y ait pas de problème au niveau de son exécution. Je cite le texte du jugement:

La Cour DONNE ACTE aux parties de leur règlement hors cour par lequel la défenderesse s'engage à verser une somme de 10 000\$ (en sus des sommes déjà payées et/ou déposées en cour) en règlement final de la présente cause, comprenant capital, intérêts et frais.

La Cour ENTÉRINE ledit règlement, le déclare exécutoire et ORDONNE aux parties de s'y conformer.

La défenderesse, 31 jours après le jugement rendu, a transmis un chèque de 5 000\$ au procureur du demandeur, assujettissant la remise de cette somme à la signature par le demandeur d'une déclaration de reçu-quittance, comprenant toutes sortes d'allégations. La défenderesse prétend que la somme de 10 000\$ est assujettie à des réductions dont il n'est nullement question ni dans le règlement ni dans le jugement. Le document de quittance prévoit l'absence d'admission, etc...

On a recours au reçu-quittance traditionnel dans le cas de règlement hors cour. Lorsqu'il y a un jugement, on utilise une déclaration en satisfaction de jugement.

On n'a pas le droit d'exiger, à mon humble avis, une déclaration de règlement lorsqu'il y a eu un jugement de rendu et à moins que le juge-

ment lui-même assujettisse les parties à cette condition-là, ce qui n'est pas le cas ici.

La défenderesse a tort d'assujettir le paiement du montant du jugement à la signature de ce document-là.

Elle a également tort de décider unilatéralement, sans qu'il en ait été question dans le règlement ni dans le jugement, de déduire des sommes d'argent en invoquant la Loi sur l'impôt.

A cet égard, je souscris aux propos de l'honorable juge Boisvert qui dit dans la cause rapportée à J.E. 79-1038:

Je répète que nous avons à faire ici à l'acquittement d'une dette déterminée par jugement final et si le législateur avait voulu qu'un défendeur condamné à payer une somme d'argent puisse diminuer le montant du jugement en faisant des paiements, il l'aurait dit.

Plus loin, il ajoute:

S'il fallait donner raison à la partie défenderesse, ceci voudrait dire qu'un défendeur condamné à payer une somme d'argent pourrait de sa propre initiative ventiler le montant de la condamnation, une telle conclusion est inacceptable eu égard au texte législatif cité.

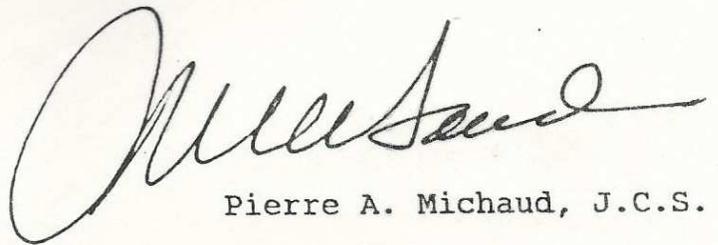
A mon avis, le jugement ne laisse pas matière à interprétation. Il y a une condamnation à un montant global de 10 000\$ en règlement final. Ce jugement-là est devenu exécutoire le trente-et-unième jour après qu'il a été rendu. L'opposition est manifestement mal fondée et j'accueille la requête pour la rejeter avec dépens.

POUR CES MOTIFS,

LE TRIBUNAL

REJETTE la requête verbale en irrecevabilité;

ACCUEILLE la requête pour rejet de l'opposition avec dépens.



Pierre A. Michaud, J.C.S.

Me William I. Miller et ass.
(Me Adel Miller)
Procureurs de demandeur

Mes Dunton Ranville
(Me Paul André Martel)
Procureurs de la défenderesse



CANADA PROVINCE DE QUEBEC
DISTRICT DE MONTREAL
COUR SUPERIEUR
NO: 500-05-005120-83-5

ROBERT CHISHOLM
Partie demanderesse

SURVEYER NENNIGER ET CHENEVERT INC
Partie défenderesse

THE ROYAL HANK OF CANADA
partie tierce-saisie

SIGNIFICATION : 5.00 \$

SOUS-TOTAL : 5.00 \$
T.P.S. : 0.35 \$
T.V.Q. : 0.00 \$
TOTAL : 5.35 \$

Me William I. Miller, Avocat ===
900

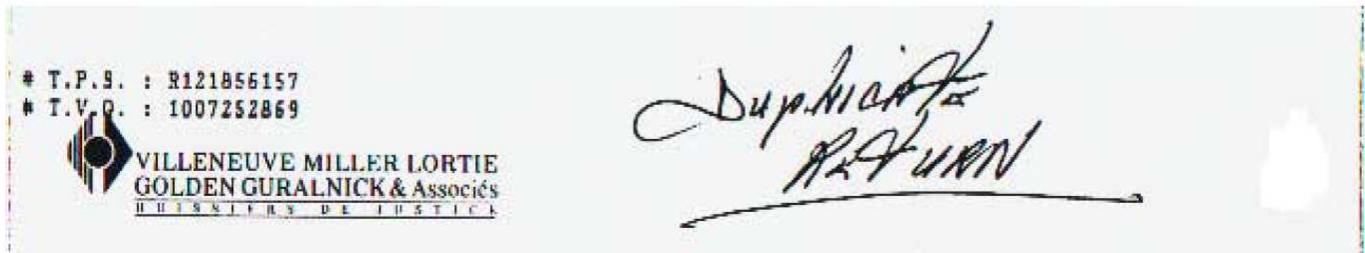
- RAPPORT DE SIGNIFICATION -

Je soussigné(e), RINO RINALDI, Huissier de Justice de la Province du Québec au 41 Saint-Jacques, Montréal (514-288-0211), certifie sous son serpent d'office que le 07/08/91 à 10:50 heures, j'ai signifié LE PRESENT BREF DE SAISIE ARRET APRES JUGEMENT

en laissant copie conforme, parlant et laissant la dite pièce A UNE PERSONNE RAISONNABLE EMPLOYEE ET EN CHARGE A SA PLACE D'AFFAIRES A SAVOIR: MME HOULE au 455 RENE LEVESQUE 0. 8E MONTREAL et que j'ai noté sous ma signature la date et l'heure de la signification au verso de l'acte de procédure ainsi signifié.

Montréal, ce 7ième jour d' août 1991

RINO RINALDI, Huissier de Justice
NLA AM MBR N.D.: 2557077-01 F
Date présentable: 23/08/91



CANADA PROVINCE DE QUEBEC
DISTRICT DE MONTREAL
COUR SUPERIEUR
NO: 500-05-005120-83-5

ROBERT CHISHOLM
Partie demanderesse

SURVEYER NENNIGER ET CHENEVERT INC

THE ROYAL HANK OF CANADA
partie tierce-saisie

ROUTE : 1.64 \$
SIGNIFICATION : 5.00 \$
EXT. JUD : 24.00 \$

SOUS-TOTAL : 30.64 \$
T.P.S. : 2.14 \$
T.V.Q. : 0.00 \$
TOTAL : 32.78 \$

Me William I. Miller, Avocat ===
900

- RAPPORT DE SIGNIFICATION -

Je soussigné(e), RINO RINALDI, Huissier de Justice de la Province du Québec au 41 Saint-Jacques, Montréal (514-288-0211), certifie sous son serpent d'office que le 07/08/91 à 10:40 heures, j'ai signifié LE PRESENT BREF DE SAISIE ARRET APRES JUGEMENT

à THE ROYAL BANK OF CANADA

en laissant copie conforme, parlant et laissant la dite pièce A UNE PERSONNE RAISONNABLE EMPLOYEE ET EN CHARGE A SA PLACE D'AFFAIRES A SAVOIR: MME MADELEINE LECLAIRE au 5 COMPLEXE DESJARDINS MONTREAL et que j'ai noté sous ma signature la date et l'heure de la signification au verso de l'acte de procédure ainsi signifié.

La distance autorisée pour le transport est de 4 km.

Montréal, ce 7ième jour d' août 1991

RINO RINALDI, Huissier de Justice
NLA AM MBR N.D.: 2557077-02 F
Date présentable: 23/08/91

